



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE
T/PET.4/L.88
18 septembre 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE M. MALLAM L. T. SALE, PRESIDENT DU "MUSLEM CONGRESS PARTY"
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

Monsieur le Secrétaire général,
Assemblée générale de l'ONU
New York, Etats-Unis d'Amérique

Mallam L. T. Sale,
Président du "Muslem Congress party"
B.P. Bansa, Division de Bamenda
Cameroun méridional
Afrique occidentale

30 juillet 1960

Le séjour de M. Ahidjo à Buea et le plébiscite

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de présenter la pétition ci-après. Lorsque M. Ahidjo s'est rendu à Buea en juillet 1960 il n'avait pas seulement l'intention de rendre la visite faite par M. Foncha à Yaoundé et il y a lieu de s'inquiéter. L'opinion publique du Cameroun méridional a le droit de connaître l'objet de ce séjour. Il est certain qu'il n'avait pas pour but de discuter des aspects constitutionnel, fiscal, économique et culturel de l'unification comme l'a laissé entendre le Commissaire du Cameroun dans le discours qu'il a prononcé en mars, à l'occasion de la présentation du budget pour l'exercice financier 1960. Le parti d'opposition n'a pas été invité comme l'on pouvait s'y attendre. Si, à la Conférence de Londres, le KNDP, qui formait alors un groupe d'importance tout à fait négligeable ne comptant que deux représentants et qui n'était pas même reconnu officiellement comme faisant partie de l'opposition, a été invité à participer au débat sur la constitution nigérienne en vertu de laquelle le Cameroun méridional est reconnu comme constituant une région en tous points égale aux autres régions de la Fédération, il semblerait tout à fait déplacé que M. Foncha examine, de quelque

manière que ce soit, la question de l'unification avec le président Ahidjo en l'absence du parti d'opposition alors que l'importance numérique de ce parti à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional est égale à celle du parti gouvernemental.

2. Quelles qu'aient été les intentions du tout puissant KNDP, le président Ahidjo a vu que seule une petite partie de la population du Cameroun méridional se range à la cause de l'unification. En outre, il apparaît nettement à l'opinion publique du Cameroun, d'après les déclarations que M. Ahidjo a faites à Buea en français et qui ont été traduites en anglais, que la République du Cameroun s'unira à la communauté française. Il s'ensuit que, par unification, il faut entendre l'intégration du Cameroun méridional à la communauté française par l'intermédiaire de la République du Cameroun. Ce fait a été confirmé en outre, et c'est là ce qui nous inquiète, lors d'une émission radiodiffusée au cours de laquelle on a annoncé que M. Ahidjo cherchait à obtenir une aide du général de Gaulle pour empêcher la Nigéria de faire pression sur le Cameroun et pour rendre effective l'unification des deux territoires. Il s'agit de savoir qu'elle est la nature de l'aide que M. Ahidjo désire obtenir du général de Gaulle. Cette aide lui permettrait-elle d'obliger le Cameroun méridional à accepter l'unification, c'est-à-dire à renoncer au mode de vie britannique pour adopter le mode de vie français?

3. Le "Muslem Congress" soutient, à juste titre, que le Cameroun méridional a plus de liens avec la Nigéria et le Royaume-Uni qu'avec la République du Cameroun et la France. En conséquence, le "Muslem Congress" prie la Nigéria et les autorités britanniques de créer d'urgence un gouvernement national au Cameroun méridional afin d'éviter une situation dans laquelle cette région pourrait se trouver contrainte d'accepter une unification que le pays n'aura pas connue avant le plébiscite. Le "Muslem Congress" prie en outre la Nigéria, le Royaume-Uni et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, de fournir au Cameroun méridional des forces tant nigériennes que britanniques dont l'effectif soit suffisant pour assurer la sécurité actuellement et lors du plébiscite. Le "Muslem Congress" tient à souligner qu'il est dangereux de temporiser et qu'une mesure prise à temps en épargne cent. Le parti gouvernemental qui n'a pas le droit de

décider seul alors qu'il n'est pas majoritaire à la Chambre d'assemblée est partisan de l'unification. Il fait une discrimination contre les Nigériens qui, en raison de l'aide qu'ils ont prêtée pour assurer le développement du Cameroun ont plus de droits à être présents au Cameroun méridional que la République du Cameroun. Il y a une certaine infiltration nigérienne au Cameroun, mais de plus en plus de Camerounais venus de la République du Cameroun et possédés par la manie de l'unification arrivent au Cameroun méridional pour faire pression sur la population lors du plébiscite, du stade de l'inscription sur les listes électorales à celui du vote. Ce sont là des agissements condamnables auxquels il convient de mettre immédiatement un terme. Déjà le tout puissant KNDP mène une campagne pour semer la confusion dans les diverses circonscriptions électorales en déformant les faits et en ayant recours à la menace sous prétexte qu'en sa qualité de parti gouvernemental, il peut tout se permettre et qu'il a même le droit de changer les lois pour punir les gens qui ne sont pas partisans de l'unification. On utilise ces méthodes pour obliger la population à accepter l'unification alors que cette solution lui répugne. Si le président Ahidjo peut demander une aide au général de Gaulle, il est tout à fait légitime que le Cameroun méridional adresse la même demande à la Nigéria et au Royaume-Uni.

4. Le Cameroun méridional est encore un Territoire sous tutelle et l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies doit prendre des mesures pour éviter la confusion, assurer une paix absolue, réduire la tension politique qui est grande, et créer une atmosphère qui rende le plébiscite organisé par l'ONU libre et équitable. A cet égard, le "Muslem Congress" propose que l'Assemblée générale de l'ONU prête sa coopération en publiant des brochures éducatives portant l'emblème de l'Organisation, dans lesquelles on indiquerait ce qui suit :

- 1) Les deux questions qui seront posées à la population lors du plébiscite.
- 2) La couleur des deux boîtes et les mentions exactes qui y seront apposées, à savoir Fédération de Nigéria et République du Cameroun.
- 3) La situation constitutionnelle, fiscale, économique et culturelle qui serait celle du Cameroun méridional une fois qu'il se serait uni à la Fédération de Nigéria.
- 4) La situation constitutionnelle, fiscale, économique et culturelle qui serait celle du Cameroun méridional une fois qu'il se serait uni à la République du Cameroun.

5) Le fait qu'il sera mis fin au régime de tutelle après le plébiscite.

6) Le fait que recourir à la menace ou répandre des mensonges au cours de la campagne précédant le plébiscite constitue un délit.

7) Le fait que toute provocation ou propos injurieux devrait être interdit au cours de la campagne.

5. Pour conclure, le "Muslem Congress" est convaincu, et c'est là également l'opinion de la population du Cameroun méridional, qu'il convient de prendre les mesures suivantes :

1) Création d'un gouvernement national avant la séparation d'avec la Nigéria, notamment en raison du fait que les membres élus sont en nombre égal à la Chambre d'assemblée du Territoire.

2) Augmentation des effectifs des forces militaires dans le Territoire, en vue d'assurer la sécurité actuellement et lors du plébiscite organisé par l'ONU.

3) Publication des brochures éducatives portant l'emblème des Nations Unies mentionnées à l'alinéa 4 ci-dessus; ces brochures apporteront une aide précieuse pour faire régner la paix dans le Territoire et rendre l'inscription sur les listes électorales et le vote, lors du plébiscite organisé par l'ONU, libres et équitables.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'hommage de mon plus profond respect.

Signé : Mallam L. T. SALE

Mallam L. T. SALE, originaire de Bansa
Président du Muslem Congress party
Cameroun méridional

Copies adressées au Secrétaire aux colonies, Colonial Office, Downing Street, Londres et au Haut-Commissaire pour le Cameroun méridional, Lagos.
